



DELEGATION REGIONALE PARIS-NORMANDIE

PRESTATIONS DE SERVICES DE CONTROLE LEGAL ET DE CERTIFICATION DES COMPTES INDIVIDUELS ET CONSOLIDES DU CNRS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CODE NACRES :

EB.13 : Certification légale des comptes

CODES CPV :

79132000-8 : Services de certification

79212300-6 : Services de contrôle légal des comptes

SERVICE QUI PASSE LE MARCHE

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Délégation régionale Paris Normandie

Service Financier et Comptable

Secteur Achats

3, rue Michel-Ange

75794 Paris Cedex 16

MODE DE PASSATION :

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1 à R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

FORME DU MARCHE :

Marché public ordinaire à prix global et forfaitaire.

SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE II – NATURE DU MARCHE	3
ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE COMMUNES A CHAQUE LOT	4
ARTICLE IV – DUREE DU MARCHE COMMUNE A CHAQUE LOT	4
ARTICLE V – SOUS-TRAITANCE (POUR CHACUN DES LOTS)	5
ARTICLE VI – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS (POUR CHACUN DES LOTS)	5
6.4.5. Droit de propriété intellectuelle de l’acheteur	9
ARTICLE VII – MODALITES DE SUIVI DE L’EXECUTION ET RECEPTION DES PRESTATIONS (POUR CHACUN DES LOTS)	9
ARTICLE VIII – PRIX – MODALITES DE VARIATION (POUR CHACUN DES LOTS)	10
ARTICLE IX – CLAUSE DE REEXAMEN (POUR CHACUN DES LOTS).....	11
ARTICLE X - AVANCE ET ACOMPTES (POUR CHACUN DES LOTS)	12
ARTICLE XI - MODALITÉS DE RÈGLEMENT (POUR CHACUN DES LOTS)	13
ARTICLE XII – PENALITES (POUR CHACUN DES LOTS)	14
ARTICLE XIII – PROTECTION DES DONNEES (POUR CHACUN DES LOTS)	15
ARTICLE XIV – RESPONSABILITES ET ASSURANCES (POUR CHACUN DES LOTS)	16
ARTICLE XV - RESILIATION (POUR CHACUN DES LOTS)	17
ARTICLE XVI – LITIGES (POUR CHACUN DES LOTS)	17
ARTICLE XVII – DEROGATIONS AU CCAG-PI	17

ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de service de contrôle légal et de certification légale des comptes individuels et consolidés pour le CNRS.

Le marché consiste en la nomination de deux (2) commissaires aux comptes et de leurs suppléants (2) dans les conditions prévues par la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises.

La mission consiste dans l'exercice légal du mandat de commissariat aux comptes pour le CNRS, ses établissements, ses filiales ainsi que les structures qui viendraient à rejoindre le champ d'application du marché.

Le marché est passé par la Délégation Paris-Normandie pour le compte de la Direction des Comptes et de l'Information Financière (DCIF) du CNRS.

Les prestations, objet du présent CCAP, sont alloties et se décomposent comme suit :

- **Lot 1** : Prestations de service de contrôle légal et de certification légale des comptes individuels et consolidés du CNRS par un (1) commissaire aux comptes ou son suppléant ;
- **Lot 2** : Prestations de service de contrôle légal et de certification légale des comptes individuels et consolidés du CNRS par un (1) commissaire aux comptes ou son suppléant.

La similarité parfaite des deux lots tient au fait que le CNRS doit disposer de deux commissaires aux comptes différents (1 par lot) pour la certification de ses comptes.

Un candidat ne peut pas être titulaire des deux (2) lots bien que son offre vaut engagement pour les deux lots avant attribution.

Au vu des spécificités de la passation d'un marché public de certification des comptes, l'attention des candidats est appelée sur le fait que le titulaire du marché de contrôle légal et de certification légale des comptes individuels et consolidés est le cabinet ou la société de commissaires aux comptes. Pour chaque lot, le marché est conclu avec le cabinet ou la société de commissaires aux comptes, les prestations devant être exécutées par le commissaire aux comptes désigné comme titulaire et non son suppléant.

ARTICLE II – NATURE DU MARCHÉ

2.1 Il s'agit d'un marché de prestations d'intellectuelles soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

2.2 Il s'agit d'un Marché public à prix global et forfaitaire.

2.3 Chaque lot est un marché simple dont le contrat est traité à prix global forfaitaire. Le montant estimatif global sur la durée totale pour chaque lot est de :

- **Lot 1** : 880 000 € HT
- **Lot 2** : 880 000 € HT

ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE COMMUNES A CHAQUE LOT

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué pour chaque lot par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement, dûment complété, daté et signé par les titulaires ;
2. Les prix unitaires du coût journalier de chaque intervenant et le prix global et forfaitaire de l'annexe financière (décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF)) ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux deux lots et son annexe 1 :
 - Droits et obligations des parties en cas de traitement de données à caractère personnel ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux deux lots et son annexe : le rapport des comptes 2024 du CNRS ;
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. L'offre technique du titulaire, comprenant notamment le cadre de réponse technique et le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du présent marché.
8. Le formulaire d'acceptation de la suppléance ;
9. Un planning prévisionnel général de la mission par lot remis par les titulaires dans leur offre et réactualisé conformément à l'article 6.1.2 du présent CCAP ;

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et les respecter. Il doit en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix, de même il prend à sa charge le risque des évolutions de ces normes et donc des mises à jour.

ARTICLE IV – DUREE DU MARCHE COMMUNE A CHAQUE LOT

Le marché est conclu à compter du 1er avril 2026, ou à sa date de notification si elle est ultérieure, pour une durée ferme de six (6) ans.

Le présent marché ne fera pas l'objet de reconduction.

ARTICLE V – SOUS-TRAITANCE (POUR CHACUN DES LOTS)

Pour chaque lot, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le CNRS et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, conformément à l'article 3.6 du CCAG-PI.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le CNRS exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire :

- La mission de contrôle des livrables,
- La délivrance des livrables indiqués à l'article 3.2 du CCTP.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions que le titulaire qui reste seul responsable vis-à-vis du CNRS de l'ensemble de l'exécution du marché.

ARTICLE VI – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS (POUR CHACUN DES LOTS)

Le présent marché s'exécute selon les modalités suivantes et conformément aux dispositions prévues au présent CCAP, au CCTP et aux offres technique des titulaires.

Pour l'accomplissement de leurs contrôles, les commissaires aux comptes peuvent, sous leur responsabilité, se faire assister ou représenter par tels experts de leur choix, qu'ils font connaître nommément au CNRS. La rémunération ainsi que tous les coûts associés aux experts sont pris en charge par les commissaires en comptes titulaire du présent marché faisant appel à leurs services. Les commissaires aux comptes demeurent responsables de ces intervenants.

Les prestations devront être exécutées exclusivement par les personnes identifiées dans l'offre du titulaire. En cas d'impossibilité temporaire ou définitive pour l'un des intervenants de remplir sa mission, le titulaire s'engage à proposer, dans un délai de 5 jours ouvrés, un remplaçant de qualification équivalente, sous réserve de l'accord préalable du CNRS.

En cas de remplacement d'un membre de l'équipe, le titulaire informera par écrit le CNRS au moins 5 jours avant l'intervention du remplaçant. Le CNRS pourra refuser le remplacement si le profil n'est pas jugé équivalent, le titulaire devra alors proposer un remplaçant différent.

6.1 Réunions de préparation/démarrage des prestations

6.1.1. Réunion de préparation

Une réunion de préparation est fixée par le CNRS en accord avec les titulaires dans le cadre de l'exécution du marché, et devra se dérouler au plus tard un mois après la notification du marché.

Dans le cadre de cette réunion, le CNRS transmet aux titulaires les informations nécessaires à l'exercice de sa mission.

6.1.2. Réunions de démarrage des prestations pour l'exercice comptable en cours

Pour l'exercice comptable en cours une réunion de démarrage est organisée au mois de juin entre le CNRS et le titulaire. La présence de chacun des titulaires est impérative. Chacun des titulaires s'engage à prendre les mesures nécessaires pour garantir sa présence lors de cette réunion.

Le CNRS transmet aux titulaires les informations nécessaires à l'élaboration du planning général définitif de la mission, d'un plan d'audit des délégations régionales à auditer et des axes de contrôle mis en œuvre par les titulaires du marché.

Au cours des réunions de démarrage le planning général définitif de la mission, le plan d'audit et les axes de contrôle sont proposés par les titulaires. A l'issue de ces réunions, le planning général définitif de la mission, le plan d'audit et les axes de contrôle sont validés, contractualisés et rendus définitifs pour l'année en cours.

6.2 Modalités de restitution – Délais d'exécution

Les titulaires s'engagent à rendre compte des diligences effectuées dans les formes prévues par les règles régissant la profession et celles édictées par la compagnie des commissaires aux comptes.

Ces restitutions doivent être effectuées dans des délais compatibles avec les dispositions du Décret n° 2012- 1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Pour chaque exercice comptable concerné et selon la périodicité fixée par les règles de la profession, les titulaires doivent restituer au CNRS, sous format dématérialisé, les documents présentant les diligences effectuées et les conclusions de l'audit.

Le délai maximum de remise des rapports de certification au CNRS est fixé à la date de la réunion du Conseil d'administration statuant sur les comptes de l'exercice N-1.

Les délais d'exécution doivent être indiqués, dans le planning général définitif de la mission pour chaque exercice. Ces plannings fixent les dates imposées de remise des livrables indiqués à l'article 7.2.1 du présent CCAP.

En cas de modification et/ou de prolongation exceptionnelle des délais contractuels demandés par les titulaires en fonction du déroulement et de l'avancement de la mission d'audit, celui-ci doit prévenir, par écrit, le CNRS des raisons et motifs de retard dans l'exécution des prestations dans les conditions de l'article 13 du CCAG-PI. Les nouveaux délais d'exécution et/ou de remise des livrables sont approuvés par le CNRS dans les conditions de l'article 13 du CCAG-PI.

6.3 Obligations particulières des titulaires

6.3.1. Obligations liées à l'exercice du mandat de commissariat aux comptes

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité des titulaires, qui doivent se conformer à la réglementation en vigueur, assurer les diligences directement liées à sa mission de commissariat aux comptes et aux règles de déontologie de la profession.

Les commissaires aux comptes respectent le secret professionnel auquel la loi les soumettent. Ils font preuve de prudence et de discrétion dans l'utilisation des informations qui concernent des personnes ou entités à l'égard desquelles ils n'ont pas de mission légale. Ils ne communiquent les informations qu'ils détiennent qu'aux personnes légalement qualifiées au sein du CNRS pour en connaître.

Les Commissaires aux comptes, ainsi que leurs collaborateurs et experts et éventuels sous-traitants, sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes, renseignements, documents dont ils ont pu avoir connaissance à raison de leurs fonctions et dans le respect des dispositions de l'article L.821-35 du Code du Commerce.

Ainsi, les Commissaires aux comptes, leurs collaborateurs et experts s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance des titulaires ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par les titulaires à des personnes tierces au présent marché sans l'autorisation préalable du CNRS.

Les titulaires garantissent que leurs employés connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Ils déclarent se soumettre aux obligations résultant pour eux de l'application de ces mesures ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la profession de commissaire aux comptes.

6.3.2. Mission exercée par plusieurs commissaires aux comptes

Le présent marché a pour objet la nomination d'un (1) commissaire aux comptes et de son suppléant pour chacun des deux lots.

La mission confiée à plusieurs commissaires aux comptes s'exerce dans le respect des dispositions régissant la profession de commissaires aux comptes, de celle du code de commerce et du code de déontologie de la profession.

En matière de co-commissariat aux comptes, les modalités d'exercice de la mission des co-commissaires sont fixées par les textes législatifs et réglementaires ainsi que par les normes internationales transposées sous la forme de normes d'exercice professionnel en France.

Ils peuvent procéder séparément à leurs investigations, vérifications et contrôles, mais ils établissent un rapport commun. En cas de désaccord entre les commissaires aux comptes, le rapport indique les différentes opinions exprimées.

6.3.3. Suppléants des Commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes suppléants peuvent être appelé à intervenir pour les raisons et dans les conditions prévues à l'article L.821-40 du code de commerce en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès de ces derniers. Les commissaires aux comptes suppléants ne sont considérés ni comme des cotraitants ni comme des sous-traitants des titulaires.

Conformément à l'engagement dans le formulaire remis à l'appui de l'offre des commissaires aux comptes titulaires, les suppléants s'engagent à respecter les documents contractuels prévus à l'article III du présent CCAP sans pouvoir y apporter de modification.

En cas d'exercice de la suppléance, les commissaires aux comptes suppléants doivent :

- produire les documents attestant de la régularité et de sa capacité à soumissionner et à exécuter le marché public dans le respect des obligations prévues au code de la commande publique, ainsi que dans la réglementation applicable à la profession des commissaires aux comptes et au code du commerce ;
- réaliser les prestations dans les conditions techniques et financières prévues au présent marché.

6.3.4. Moyens techniques et humains affectés aux prestations

Les titulaires ont l'obligation de maintenir en place les moyens techniques et humains décrits dans leur offre pour assurer l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché.

Les titulaires ont l'obligation de maintenir les moyens techniques pour garantir l'hébergement des données en conformité avec une politique de protection des données qu'il devra fournir dans un plan d'assurance sécurité (PAS) remis dans le cadre de son offre technique.

6.4 Clause de propriété intellectuelle

Le régime applicable aux résultats est celui prévu au chapitre 6 du CCAG-PI.

6.4.1. Identification des résultats

Les résultats, tels que définis à l'article 32.1 du CCAG PI, dans le cadre du présent marché sont les suivants :

- Synthèse détaillée des travaux intermédiaires ;
- Synthèse détaillée des travaux finaux ;
- Rapport de certification relatif aux comptes sociaux ;
- Rapport de certification relatif comptes consolidés ;
- Rapport Spécial si nécessaire.
- Rapports d'audit spécifiques réalisés à la demande du CNRS, liés à des points de contrôle précis ou à des investigations complémentaires définies dans le périmètre du marché.

6.4.2. Utilisation des résultats par le CNRS

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive du CNRS, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance des titulaires.

Les titulaires cèdent à titre gratuit au CNRS les droits patrimoniaux attachés aux travaux produits dans le cadre du marché pour les besoins du CNRS, à l'exclusion de toute utilisation commerciale, pour tous pays et pour la durée des droits.

Cette cession comprend notamment le droit de reproduction sur tous supports, le droit d'adaptation et de traduction, et le droit de représentation.

6.4.3. Confidentialité des résultats

Les résultats sont confidentiels.

6.4.4. Connaissances antérieures

Conformément à l'article 34 du CCAG-PI le Titulaire liste dans son offre technique ses connaissances antérieures standard et non standards, incorporées aux résultats ou fournies pour répondre au besoin du marché.

A défaut d'identification expresse dans son offre, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances

antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise le CNRS à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

6.4.5. Droit de propriété intellectuelle de l'acheteur

Le présent marché n'emporte aucune cession ou concession, à quelque titre que ce soit des droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, notamment marques, logos et signes distinctifs au profit du titulaire.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations que l'Acheteur communique au titulaire pour l'exécution du présent marché sont et restent la propriété exclusive de l'Acheteur.

Le titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence à l'Acheteur et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

6.5 Usage éventuels d'outils d'intelligence artificielle (IA)

En cas d'usage d'outils automatisés ou d'intelligence artificielle dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à en informer préalablement le CNRS, en précisant les objectifs, les modalités techniques, la localisation des données et les impacts éventuels sur l'exécution du marché. Le CNRS se réserve le droit de refuser le recours à certains outils en raison de considérations juridiques, éthiques ou de sécurité.

ARTICLE VII – MODALITES DE SUIVI DE L'EXECUTION ET RECEPTION DES PRESTATIONS (POUR CHACUN DES LOTS)

7.1. Suivi de l'exécution

7.1.1 Les livrables principaux

Les titulaires remettent chaque année les livrables prévus à l'article 3.2 du CCTP, selon les modalités qui y sont indiquées.

7.1.2 Obligation de continuité d'exécution

Les titulaires ont l'obligation d'assurer en interne la transmission des informations en sa possession, en particulier les spécificités propres au CNRS, utiles pour assurer la continuité de ses missions en cas de mouvement de personnel affecté à ces missions.

7.2. Réception des livrables et des prestations

7.2.1 Réception des livrables

La liste de livrable à remettre :

- au plus tard au cours de la réunion de démarrage prévue en juin de l'exercice en cours (au plus tard le 30 juin) : le planning général définitif de la mission, le plan d'audit mentionnant, notamment, les délégations auditées annuellement et les axes de contrôle mis en œuvre par les titulaires du marché ;
- au plus tard le 30 septembre de l'exercice en cours : les documents demandés pour les phases d'audit intérimaire et finale dont la liste sera communiquée par les titulaires.
- au plus tard la première quinzaine du mois de décembre de la période auditée (date à fixer dans le planning général prévisionnel de la mission) : la synthèse intermédiaire détaillée ;
- au plus tard fin février (date à fixer dans le planning général prévisionnel de la mission) : la synthèse finale détaillée.
- - au plus tard la première quinzaine du mois de mars (date à fixer dans le planning général prévisionnel de la mission) Le rapport définitif de certification, incluant les rapports sur les comptes sociaux et les comptes consolidés, devra être remis au plus tard dans un délai de 1 jour ouvré suivant la date de la réunion du Conseil d'administration ayant approuvé le compte financier.

7.2.2 Réception des prestations

Les prestations sont réceptionnées par le CNRS selon les dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI

ARTICLE VIII – PRIX – MODALITES DE VARIATION (POUR CHACUN DES LOTS)

8.1 Dispositions générales

Le marché est traité à prix global et forfaitaire, renseigné dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais inhérents à la réalisation des prestations (frais de secrétariat, de reproduction, etc.) et les frais afférents aux déplacements et séjours des personnels nécessaires à la réalisation des prestations. Les frais de déplacement, en ou hors Ile de France, sont compris dans le prix des honoraires pour la réalisation de la mission.

8.2 Modalités de variation des prix

Le prix global et forfaitaire du marché est réputé établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Le prix est révisable annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,125 + 0,875 \times (\text{Synt}(n)/\text{Synt}(o))]$$

Selon les dispositions suivantes :

P : le prix révisé HT.

P_o : le prix initial HT fixé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du marché.

Synt (n) : valeur de l'index de référence au 1^{er} jour du mois (n) de la révision.

Synt (o) : valeur de l'index de référence de l'année et du mois de remise de l'offre.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'index de référence est l'indice SYNTEC révisé. Ses valeurs sont à relever sur le site <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, les calculs sont effectués au dix millième près puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'index de remplacement,
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

La révision s'opère de manière définitive sur la base de la dernière valeur d'index publiée sur SYNTEC au moment de l'application de la formule, que l'indice soit provisoire ou définitif. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le titulaire communique au CNRS ses nouveaux tarifs par courriel un (1) mois minimum avant la date anniversaire du marché.

Le nouveau tarif devient contractuel sauf avis contraire de la Personne Responsable du Marché (PRM) prononcé dans le délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de leur réception.

Au prix ainsi défini s'applique la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de l'exécution.

Les parties au contrat peuvent décider de ne pas appliquer ces révisions d'un commun accord.

ARTICLE IX – CLAUSE DE REEXAMEN (POUR CHACUN DES LOTS)

La clause de réexamen s'applique si l'une des conditions non limitatives suivantes est remplie :

- Incapacité du titulaire de respecter le/les délais d'exécution contractuel tels que définis dans le CCTP, hors faute du titulaire et notamment liée à des cas de force majeure, imprévus ou extérieurs au marché ;
- Bouleversement de l'économie globale du marché ;
- Circonstances imprévues, en application de l'article R.2194-5 du Code de la Commande publique.

Le Titulaire peut soumettre au CNRS un dossier motivé si la situation persiste depuis au moins trois (3) mois et si la révision des prix telle que définie au présent CCAP ne permet pas d'atténuer les aléas économiques affectant le contrat.

L'Acheteur se réserve le droit de solliciter du titulaire tout justificatif nécessaire à l'appui de sa demande.

A compter de la réception du dossier susvisé, le CNRS dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour décider de l'ouverture de négociations avec le Titulaire, pouvant aboutir à un réexamen des clauses du marché. En cas de silence gardé, celui-ci vaut refus.

Après négociation et accord du Titulaire, la composition des prestations, leurs modalités d'exécution techniques et financières ainsi que les prix applicables formulés dans l'annexe financière sont susceptibles d'être modifiés. Cette modification ne peut avoir pour objet de modifier la nature globale ou les montant maximums du présent marché.

En cas de modifications contractuelles importantes, elles se feront par voie d'avenant.

En cas de rétablissement de la situation antérieure, les parties pourront mettre fin aux modifications contractuelles en respectant le parallélisme des formes ou selon le/les délais et modalités indiqués dans l'avenant. Les clauses prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau à la date précisée dans l'acte matérialisant la modification contractuelle ou le retour aux conditions initiales du marché.

ARTICLE X - AVANCE ET ACOMPTES (POUR CHACUN DES LOTS)

10.1 Avance

L'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI est retenue.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, les titulaires bénéficient d'une avance réglementaire de 05 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois, sauf renonciation de sa part mentionnée à l'acte d'engagement.

Lorsque les titulaires du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10%.

En application de l'article R.2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de cette avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement aux titulaires. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées, exprimé en prix de base, atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant initial et prend fin lorsque ce taux atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant TTC des prestations confiées aux titulaires.

Cette avance n'est ni actualisable, ni révisable.

10.2 Acomptes

Les règles relatives aux acomptes sont fixées par les articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique.

Les acomptes sont versés selon les conditions suivantes :

Livrables	Période limite de la décision d'admission	Pourcentage de l'acompte sur le montant annuel du marché
1 ^{er} acompte à l'issue des travaux intermédiaires : synthèse détaillée des travaux intermédiaires	novembre N	50%

2 ^{ème} acompte à l'issue des travaux finaux : 1 ^{ère} synthèse détaillée des travaux finaux	janvier N+1	40%
Solde à l'émission des rapports	Mars N+1	10%

Le solde de l'exercice comptable concerné est versé par le CNRS après l'approbation des comptes par le conseil d'administration et transmission des rapports comptes sociaux et comptes consolidés des commissaires aux comptes.

ARTICLE XI - MODALITÉS DE RÈGLEMENT (POUR CHACUN DES LOTS)

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI. Chaque campagne annuelle fait l'objet d'un règlement partiel définitif.

Le règlement est effectué, après service fait, sur présentation de la facture correspondante adressée via Chorus Pro exclusivement.

Les factures afférentes aux paiements doivent comporter outre les mentions légales, le numéro du bon de commande, les références du marché, la désignation des prestations, la période relative à la facturation, le lieu d'exécution, les montants hors taxe, le taux et le montant de la TVA, les montants toutes taxes comprises, les modalités de détermination du prix de règlement et les coordonnées bancaires.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

_Raison sociale : **Centre national de la recherche scientifique**

_SIRET CNRS : **n°18008901303720**

_Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY1646**

_Le code division : **0199**

_Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.

A défaut des mentions permettant leur identification et accompagnées des justificatifs requis tels que précisés dans le présent CCAP et les actes d'engagement par lot, les factures seront rejetées.

En cas d'interruption des prestations liée notamment à la radiation de la procédure, au désistement d'instance, au retrait de l'acte attaqué, de transaction, le bon de commande et le service fait sont considérés comme exécutés à hauteur des prestations effectuées en fonction des diligences accomplies et du nombre d'heures réellement exécuté.

Conformément l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire aux services de la personne publique contractante. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En application des dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 du code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du

semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le dépassement du délai de paiement peut donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros (décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original.

Le titulaire s'engage à informer la Délégation régionale de toute modification de son RIB.

L'ordonnateur de la dépense est la Délégée Régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris Cedex 16.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent secondaire de la Délégation régionale de Paris- Normandie du CNRS – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris Cedex 16.

Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements, prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 et R. 2393-42 à R. 2393-44 du code de la commande publique, est la Délégée régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS Cedex 16.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

ARTICLE XII – PENALITES (POUR CHACUN DES LOTS)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, le titulaire encourt les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable par le CNRS :

- en cas de retard sur le phasage indiqué dans le planning général définitif de la mission prévu à l'article 7.2.1 du présent CCAP, le titulaire concerné encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de cinq cents euros (500,00 € HT) par jour ouvré de retard ;
- en cas d'absence aux réunions prévues au présent CCAP, le titulaire concerné encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de deux (2%) du montant total annuel des honoraires.
- 1000 € par manquement constaté par le CNRS à ses obligations de protection des données (article XIV du présent CCAP) ou par violation du droit de propriété intellectuelle de l'Acheteur (article XIII du présent CCAP).

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000€ pour l'ensemble du marché. Les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro.

Les pénalités s'imputent au moment du règlement partiel définitif de chaque campagne annuelle.

ARTICLE XIII – PROTECTION DES DONNEES (POUR CHACUN DES LOTS)

13.1 Obligations des parties

Certaines données transmises par le CNRS au titulaire constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et ce durant tout le temps où il produit ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données à caractère personnel conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n° 2016/679 sur la protection des données (RGPD).

Le CNRS, en sa qualité de responsable de traitement, et le titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

13.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le marché. Si le titulaire considère qu'une instruction écrite constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le CNRS.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le CNRS pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du CNRS toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le CNRS ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au CNRS dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles

conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le CNRS, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au CNRS le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire peut être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Le titulaire est tenu d'assurer la conservation des données pour une durée n'excédant pas celle du marché puis de procéder à leur suppression à la fin définitive de celui-ci.

ARTICLE XIV – RESPONSABILITES ET ASSURANCES (POUR CHACUN DES LOTS)

14.1 Responsabilités

Le titulaire désigne parmi son personnel un chargé d'affaires de profil technique, interlocuteur privilégié auprès du CNRS.

Le titulaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, que l'exécution du présent marché l'amène à connaître.

En outre, le titulaire est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à leurs biens ou aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

14.2 Assurance

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande de l'acheteur et avant la notification.

ARTICLE XV - RESILIATION (POUR CHACUN DES LOTS)

Le marché peut être résilié selon les termes des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de dénonciation anticipée du marché à la demande de l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra pas d'indemnité de résiliation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2344-1 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts, aux frais et risques du titulaire.

Par ailleurs, le marché est résilié immédiatement et de plein droit, sans indemnité, ni préavis en cas de faillite du titulaire.

ARTICLE XVI – LITIGES (POUR CHACUN DES LOTS)

16.1 Différends entre les commissaires aux comptes

Les dispositions régissant la profession de commissaires aux comptes sont applicables en cas de différends entre les deux co-commissaires aux comptes au cours de la mission.

16.2 Différends entre le CNRS et les commissaires aux comptes

Le titulaire s'engage à résoudre à l'amiable tout différend survenu lors de l'exécution du marché. En cas de persistance du litige, celui-ci sera réglé par les lois et règlements du droit français. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent.

ARTICLE XVII – DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-PI sont précisés dans le tableau ci-dessous (liste non-exhaustive) :

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-PI
Article 4.1	Article III (pièces constitutives)
Article 10.2.3	Article VIII.2 (modalités de variation des prix)
Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3	Article XII (pénalités)
Article 40	Article XV (résiliation)